

Le Wimax se plante un max

POUR cette super Wi-Fi qui diffuse l'Internet par voie hertzienne, ça chauffe. Le Wimax devait être le procédé qui terrasse la fracture numérique, la technique d'avenir qui désenclave le monde rural, mais il n'est plus qu'une rustine très onéreuse dont tout le monde se méfie.

Les usagers se plaignent de son coût, les riverains dénoncent sa nocivité supposée, les écolos le maltraitent allègrement, les collectivités locales se tournent vers la fibre optique et les opérateurs commencent à reculer. Ainsi, Bolloré Telecom, qui avait acheté pour 100 millions de licences destinées à inonder la France entière, est

en train d'y renoncer dans les zones rurales. Pas assez rentable. « Si j'étais élu local, je raisonnerais davantage fibre optique que Wimax. Notre modèle ne peut marcher qu'en zone urbaine », explique ainsi Marc Taieb, son directeur général. Dire que cette merveille devait sauver les campagnes...

La facture de la fracture numérique monte aussi un max, et les usagers s'en émeuvent. Au début de l'année, le conseil général d'Ille-et-Vilaine a reçu une pétition des habitants de Broualan, qui se plaignent du coût individuel du Wimax : plus de 270 euros, pour une qualité de service pas toujours à la hauteur.

« Dans les zones rurales, on ne peut passer du jour au lendemain à la fibre optique, encore plus chère », se défend Louis Feuvrier, le vice-président PS du conseil général d'Ille-et-Vilaine. La collectivité a déjà dépensé 12 millions pour assurer le haut débit aux 4 700 foyers qui ne recevaient pas l'ADSL.

Le Wimax suscite aussi un max de résistances parmi les associations de riverains, qui s'inquiètent de l'éventuelle nocivité des ondes. A Saint-Hernin, dans le Finistère, une centaine de personnes ont manifesté contre l'implantation d'une antenne sur le château d'eau du village, le 9 février. A Hiis, village de 210 habitants des Hautes-Pyrénées, le pylône d'une antenne Wimax a même été attaqué au chalumeau. Ailleurs, la bataille prend un tour plus judiciaire. Onze associations ont porté plainte contre X, le 21 janvier, au tribunal de Tarbes. Comme à Dijon, où une action identique a été entamée contre Wimax-lamenace. « Il y a des normes et des règles. Nous les respectons », répond Josette Durrieu, présidente PS du conseil général des Hautes-Pyrénées, qui a mis 29 millions sur la table pour réduire la fracture numérique dans son département.

Après avoir obtenu, en 2009, un Grenelle des antennes de téléphonie mobile, l'association Robin des toits pousse maintenant les feux contre le Wimax pour tenter de convaincre les collectivités d'investir dans la fibre optique. Une technologie estimée plus sûre. Et aussi bien plus lucrative pour France Telecom, qui se frotte les mains...

Jean-Michel Thénard

